

Dépenses et recettes des administrations publiques dans l'UE en 2003

Statistiques
en bref

ÉCONOMIE ET
FINANCES

41/2004

Auteur
Paula Borges

Contenu

Recettes et dépenses totales des administrations publiques par pays 2

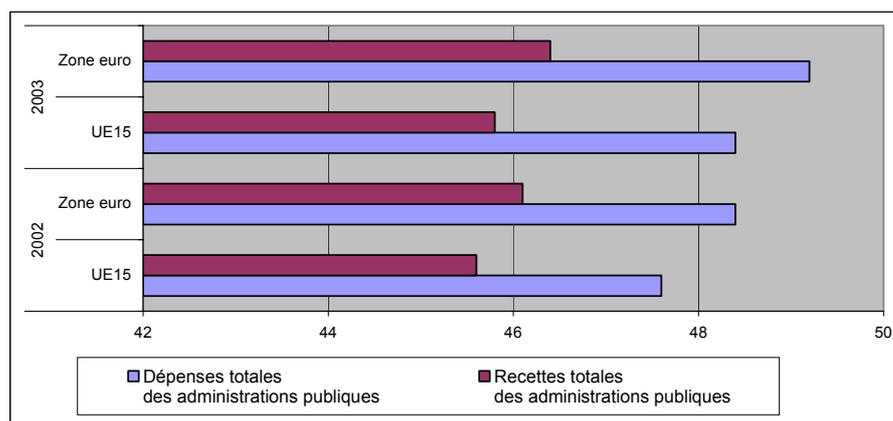
Principales composantes des dépenses des administrations publiques 2

Principales composantes des recettes des administrations publiques 4

Déficit et épargne nette des administrations publiques 6

Dans le cadre du programme de transmission du SEC 95, les Etats membres de l'Union européenne ont communiqué leurs données provisoires sur les dépenses et recettes des administrations publiques pour 2003¹.

En 2003, les dépenses totales des administrations publiques dans l'UE-15² ont augmenté pour s'établir à 48,4 % du PIB, contre 47,6 % en 2002. Dans le même temps, les recettes se sont accrues plus lentement, passant de 45,6 % du PIB, l'année précédente, à 45,8 %. Le déficit des administrations publiques (ou, plus précisément, leur besoin de financement, d'après la nomenclature du SEC 95) s'est donc accentué et a été porté de 2,0 % du PIB en 2002 à 2,6 % en 2003.



Graphique 1: Recettes et dépenses totales des administrations publiques (en % du PIB)

Dans la zone euro³, les niveaux des dépenses et, dans une moindre mesure, des recettes des administrations publiques étaient, tous deux, plus élevés que dans l'UE-15. Les dépenses publiques dans la zone euro ont atteint 49,2 % du PIB en 2003, contre 48,4 % en 2002, alors que les recettes, de leur côté, ont progressé de 46,1 % à 46,4 %, si bien que le déficit s'est creusé pour passer de 2,3 % du PIB en 2002 à 2,8 % en 2003.

¹ Règlement (CE) n° 1500/2000 de la Commission portant application du règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil. Le tableau 2 du programme de transmission du Système européen des comptes (SEC 95) est communiqué par les Etats membres à Eurostat à t+3 mois et t+8 mois. Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'Etats fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale.

² L'UE-15 comprend les pays de la zone euro, ainsi que le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni. Les chiffres relatifs à l'UE-25 ne sont actuellement pas disponibles, car les données de 2003 sont manquantes pour cinq des nouveaux Etats membres (Hongrie, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovaquie). Les nouveaux Etats membres ont l'obligation légale de communiquer les données, pour la première fois, à la fin du mois d'août 2004.

³ La zone euro comprend la Belgique, l'Allemagne, la Grèce (à partir du 1.1.2001), l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal et la Finlande.



Recettes et dépenses totales des administrations publiques par pays

	Millions d'euros, 2003		% du PIB, 2003		% du PIB, 2002	
	Recettes totales des administrations publiques	Dépenses totales des administrations publiques	Recettes totales des administrations publiques	Dépenses totales des administrations publiques	Recettes totales des administrations publiques	Dépenses totales des administrations publiques
UE15	4.250.692,9	4.495.970,5	45,8	48,4	45,6	47,6
Zone euro	3.360.892,4	3.559.899,9	46,4	49,2	46,1	48,4
BE	138.285,4	137.451,0	51,7	51,4	50,5	50,5
CZ	38.854,8	49.155,3	51,3	65,0	45,6	52,3
DK	107.753,6	105.362,5	57,4	56,1	57,4	55,8
DE	959.180,0	1.041.280,0	45,0	48,9	45,0	48,5
EE	3.119,9	2.925,7	38,8	36,4	38,1	36,5
EL	67.108,0	72.069,0	44,0	47,2	45,3	46,8
ES	296.117,0	293.637,0	39,9	39,5	39,9	39,9
FR	784.934,0	849.509,0	50,4	54,6	50,2	53,5
IE	46.716,3	46.400,9	35,4	35,2	33,1	33,3
IT	604.712,0	637.186,0	46,5	49,0	45,6	48,0
CY	4.574,0	5.287,3	40,4	46,7	37,3	41,9
LV	3.326,8	3.491,6	33,7	35,4	32,9	35,4
LT	5.233,4	5.502,9	32,4	34,1	32,8	34,4
LU	10.861,1	10.894,0	46,3	46,4	46,7	44,0
NL	207.127,0	221.701,0	45,6	48,9	45,9	47,5
AT	111.536,5	114.727,2	49,7	51,2	50,9	51,3
PT	58.694,1	62.458,9	45,0	47,9	43,4	46,1
FI	75.621,0	72.586,0	52,7	50,6	54,4	50,1
SE	157.240,2	155.949,8	58,8	58,3	58,1	58,3
UK	624.806,7	674.758,3	39,3	42,5	40,0	41,5

Tableau 1: Recettes et dépenses totales des administrations publiques par pays

Le tableau 1 indique la taille du secteur des administrations publiques dans chaque pays, au regard de ses recettes et dépenses totales. Par rapport au PIB, et en utilisant une mesure combinée (obtenue en additionnant les recettes et les dépenses de chaque pays), le pays ayant le plus grand secteur des administrations publiques, parmi les vingt États membres de l'UE présentés, est la Suède, suivie de la République tchèque et du Danemark. Les

données tchèques sont toutefois biaisées par le fait que les intérêts, les transferts courants et les transferts en capital sont enregistrés sur une base non consolidée. Le pays possédant le plus petit secteur des administrations publiques est la Lituanie, suivie de la Lettonie, puis de l'Irlande.

Abstraction faite de la République tchèque, le pays à avoir affiché la plus forte augmentation des recettes et dépenses des administrations

publiques en 2003 par rapport à 2002, en pourcentage du PIB, est Chypre, suivie de l'Irlande. Deux pays, à savoir la Lituanie et l'Autriche, ont accusé, en 2003, une diminution à la fois des recettes et des dépenses, par rapport à leur PIB. La baisse la plus marquée des recettes, en 2003, est intervenue en Finlande (-1,7 % du PIB), où, malgré une hausse des dépenses, le compte du secteur des administrations publiques est néanmoins resté excédentaire.

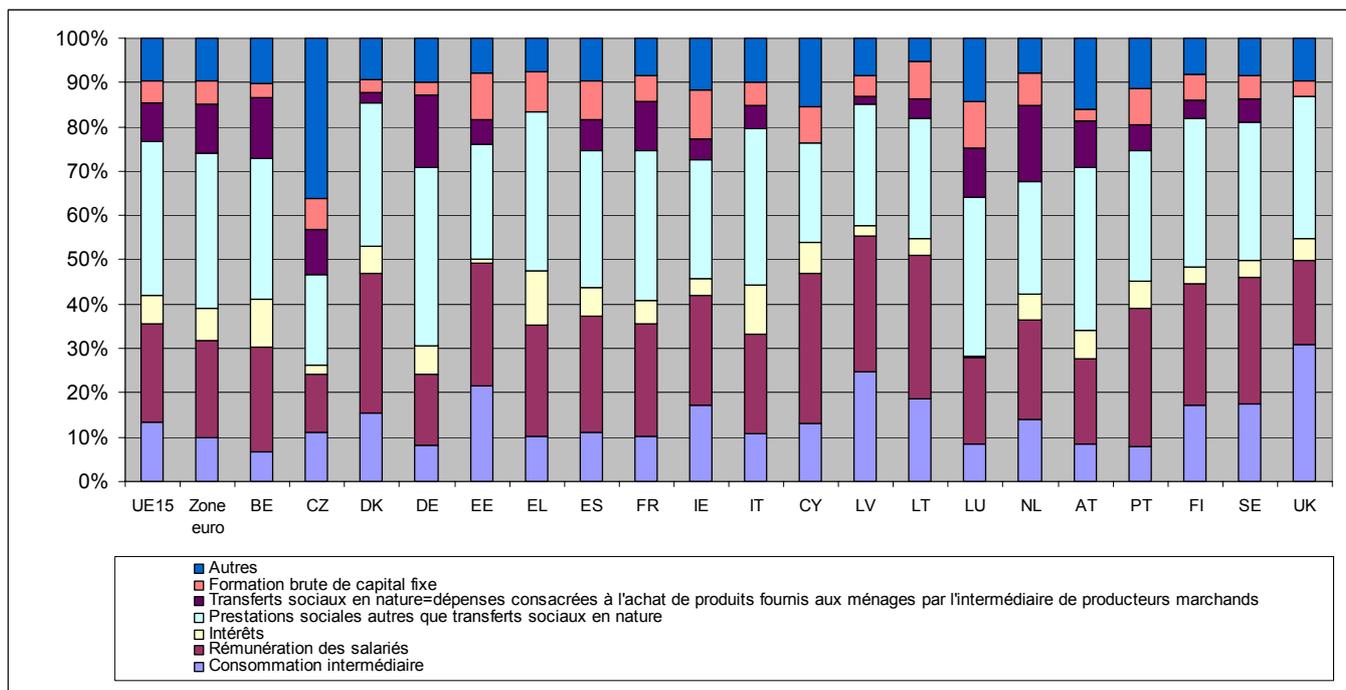
Principales composantes des dépenses des administrations publiques

Tableau 1: Recettes et dépenses totales des administrations publiques par pays

Le tableau 2 du programme de transmission du SEC 95 ("Principaux agrégats des administrations publiques") comprend une ventilation des opérations en dépenses et recettes conformément à la nomenclature du SEC 95. L'importance relative des postes de dépenses des administrations publiques varie considérablement en fonction du pays.

Comme il ressort du graphique 2, les dépenses de protection sociale sont cependant très importantes dans

tous les pays. Elles sont classées sous les "prestations sociales autres que transferts sociaux en nature" (catégorie D.62 du SEC 95) et sous les "transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands" (D.6311+D.63121+D.63131). Parmi les autres grands postes de dépenses figurent la "rémunération des salariés" (D.1), qui inclut les salaires et traitements et les cotisations sociales (effectives et imputées) à la charge des employeurs, ainsi que la "consommation intermédiaire" (P.2), qui correspond à la valeur des



Graphique 2: Principales composantes des dépenses pour 2003 en pourcentage des dépenses totales

biens et services utilisés comme entrées au cours d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes. Le graphique 2 fait également apparaître les intérêts (D.41) à payer sur la dette publique et la "formation brute de capital fixe" (P.51), qui se réfère essentiellement à l'acquisition nette d'actifs fixes. La catégorie de dépenses intitulée "Autres" se compose principalement des "subventions" (D.3), des "autres transferts courants" (D.7) et des "transferts en capital" (D.9).

Il convient de noter que les données communiquées par les pays pour les catégories D.41, D.7, D.92 et D.99 sont consolidées. En d'autres termes, les opérations internes au secteur des administrations publiques ne sont pas prises en compte dans les chiffres. Toutefois, les données de la République tchèque sont non consolidées et, pour le Danemark et la Suède, la catégorie D.41 n'a pas été consolidée.

En 2003, au sein de l'UE-15, la principale catégorie de dépenses des administrations publiques était celle des "prestations sociales autres que transferts sociaux en nature", qui représentaient 34,4 % des dépenses totales. Venaient ensuite la "rémunération des salariés" (21,9 %), puis la "consommation intermédiaire" (13,5 %).

Dans la zone euro, en revanche, la troisième plus importante catégorie de dépenses était celle des

"transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands". La différence constatée, à cet égard, entre les agrégats de l'UE-15 et de la zone euro s'explique avant tout par le traitement des transferts sociaux en nature dans les chiffres du Royaume-Uni. En fait, pour la Grèce et Chypre, de même que pour le Royaume-Uni, la catégorie des "transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands" n'apparaît pas, car les montants y afférents ont été classés sous la "consommation intermédiaire".

Une ventilation des dépenses des administrations publiques par État membre de l'UE ayant transmis des données figure dans le tableau 2. Une autre différence spécifique observée entre les pays réside dans l'importance inhabituelle de la catégorie "Autres" pour la République tchèque. Cette situation résulte non seulement de l'absence de consolidation des données, mais également de transferts courants et en capital exceptionnels vers d'autres secteurs de l'économie⁴. La catégorie des "autres" dépenses des administrations publiques déclarées par le Royaume-Uni pour 2003 est sous-estimée d'environ 0,1 % du PIB, en raison de la non-observation de la décision d'Eurostat relative aux licences (de téléphonie mobile) UMTS⁵.

⁴ Par exemple, transfert en capital vers les secteurs des sociétés financières et non financières d'un montant de 37,9 milliards de CZK effectué, en 2003, par l'Agence de consolidation tchèque, en vue de couvrir l'achat d'actifs à un prix nettement supérieur à la valeur marchande.

⁵ Décision n° 81/2000 d'Eurostat: les ventes de licences UMTS doivent être enregistrées comme acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (catégorie K.2 de la nomenclature du SEC 95).

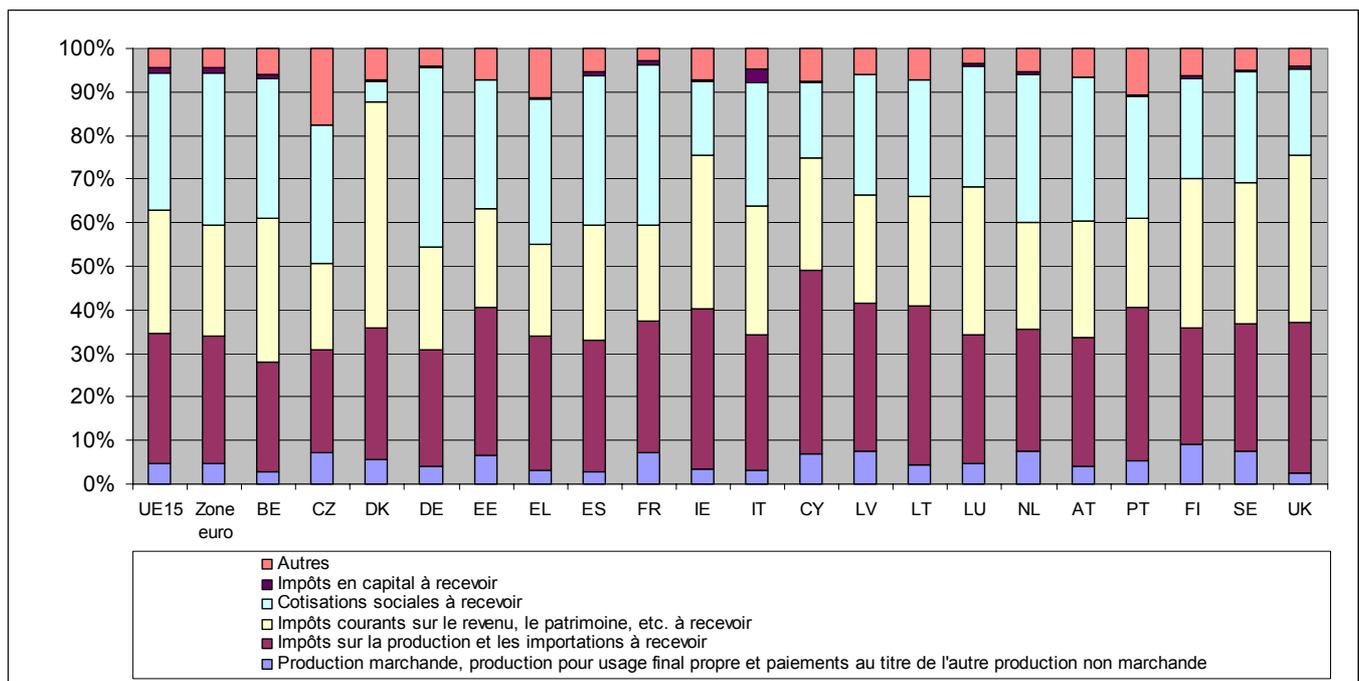
	Consommation intermédiaire	Rémunération des salariés	Intérêts	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	Transferts sociaux en nature=dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands	Formation brute de capital fixe	Autres
UE 15	13,5	21,9	6,6	34,4	9,0	4,9	9,5
Zone euro	10,0	21,9	7,1	35,1	11,1	5,2	9,6
BE	6,6	23,8	10,7	31,9	13,8	3,1	10,2
CZ	10,9	13,4	2,0	20,3	10,1	7,0	36,2
DK	15,4	31,5	6,1	32,3	2,5	2,9	9,3
DE	8,1	16,2	6,4	40,3	16,2	3,0	9,9
EE	21,4	27,9	0,7	26,2	5,5	10,5	7,8
GR	10,3	25,0	12,1	36,0	0,0	8,9	7,6
ES	11,1	26,2	6,4	31,0	7,0	8,8	9,6
FR	10,1	25,4	5,4	33,8	11,0	6,0	8,4
IE	17,2	24,8	3,9	26,8	4,6	11,1	11,7
IT	10,8	22,5	11,0	35,2	5,2	5,4	9,8
CY	13,2	33,7	7,1	22,5	0,0	8,1	15,5
LV	24,7	30,6	2,3	27,4	2,0	4,5	8,5
LT	18,7	32,4	3,7	27,2	4,2	8,4	5,4
LU	8,5	19,4	0,5	35,9	11,0	10,5	14,3
NL	14,1	22,3	6,0	25,3	17,2	7,1	8,0
AT	8,5	19,2	6,4	36,8	10,6	2,4	16,2
PT	7,9	31,1	6,2	29,6	5,8	8,2	11,3
FI	17,3	27,2	4,0	33,5	3,9	5,9	8,2
SE	17,5	28,4	3,7	31,3	5,4	5,3	8,3
UK	30,9	19,1	4,9	32,1	0,0	3,6	9,5

Tableau 2: Principales composantes des dépenses pour 2003 en pourcentage des dépenses totales

Principales composantes des recettes des administrations publiques

Les prélèvements obligatoires sous forme d'impôts et de cotisations sociales fournissent quelque 90 % des recettes des administrations publiques au sein de l'UE. Dans le graphique 3, ils sont ventilés entre les catégories suivantes du SEC 95: "impôts sur la production et les importations" (D.2), "impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc." (D.5), "impôts en capital" (D.91) et "cotisations sociales" (D.61). Les

"impôts sur la production et les importations" sont principalement la taxe sur la valeur ajoutée, les droits sur les importations et les accises, les impôts sur les opérations financières et en capital, sur les terrains et bâtiments et sur les effectifs employés, ainsi que les autres impôts sur les produits et la production. Dans la catégorie des "impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc." entrent les impôts sur le revenu et les



Graphique 3: Principales composantes des recettes pour 2003 en pourcentage des recettes totales

gains de détention des ménages et sociétés, les impôts courants sur le capital, les impôts sur les opérations internationales et les paiements au titre de licences. Dans le cadre du SEC 95, l'expression "impôts en capital" est employée dans le sens restreint d'impôts qui frappent de façon irrégulière et peu fréquente la valeur des actifs (ou la valeur nette) détenus ou transférés à la suite d'héritages ou de donations. Les "cotisations sociales" couvrent les montants effectifs à recevoir des employeurs et des salariés, ainsi que les montants imputés (voir les points 4.98 à 4.102 du SEC 95 pour une explication du concept de cotisations sociales imputées).

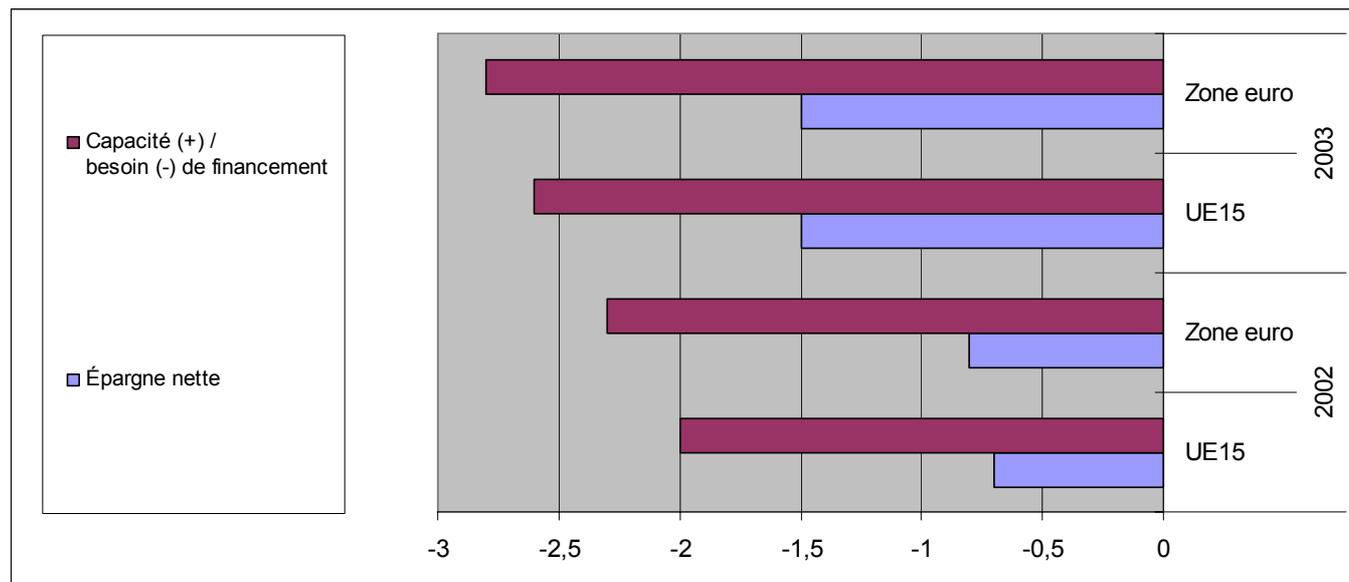
Le reste des recettes des administrations publiques présentées dans le graphique 3 se répartit entre la catégorie "production marchande, production pour usage final propre et paiements au titre de l'autre production non marchande" (P.11+P.12+P.131) et celle des "autres" recettes, dont les principales composantes sont les "revenus de la propriété" (D.4), les "autres transferts courants" (D.7) et les "autres transferts en capital et aides à l'investissement" (D.92+D.99).

Comme mentionné précédemment, les données transmises par les pays pour les catégories D.41, D.7, D.92 et D.99 sont consolidées, sauf celles de la République tchèque et (concernant D.41) celles du Danemark et de la Suède. Les "cotisations sociales" constituent la principale catégorie de recettes des administrations publiques dans l'UE (31,6 % du total), suivies des "impôts sur la production et les importations" (29,8 %) et des "impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc." (28,3 %). L'importance des "cotisations sociales" est encore plus grande dans la zone euro, ce qui est dû, en partie, à l'Allemagne, où cette catégorie compte pour 41,2 % des recettes. À l'autre extrémité se trouve le Danemark, où les "cotisations sociales" représentent seulement 4,7 % des recettes des administrations publiques, vu que le système de sécurité sociale est financé essentiellement par l'impôt sur le revenu (la catégorie des "impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.", avec 52 % des recettes totales, y affiche, par conséquent, le niveau le plus élevé de l'UE). Une ventilation des recettes des administrations publiques par État membre de l'UE ayant transmis des données figure dans le tableau 3.

	Production marchande, production pour usage final propre et paiements au titre de l'autre production non marchande	Impôts sur la production et les importations	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. à recevoir	Cotisations sociales	Impôts en capital	Autres
UE15	4,6	29,8	28,3	31,6	1,0	4,6
Zone euro	4,9	29,0	25,5	34,9	1,2	4,5
BE	2,8	25,1	33,1	32,1	1,0	5,9
CZ	7,3	23,5	19,9	31,6	0,1	17,7
DK	5,6	30,2	52,0	4,7	0,3	7,2
DE	4,2	26,6	23,7	41,2	0,4	3,9
EE	6,6	33,8	22,6	29,7	0,0	7,2
EL	3,2	30,6	21,1	33,3	0,4	11,3
ES	2,9	30,0	26,6	34,2	1,0	5,3
FR	7,4	30,0	22,2	36,6	1,1	2,7
IE	3,5	36,9	35,1	16,8	0,5	7,2
IT	3,0	31,2	29,5	28,3	3,3	4,7
CY	6,8	42,2	25,9	17,3	0,1	7,7
LV	7,5	34,0	24,9	27,6	:	6,0
LT	4,3	36,6	25,1	26,9	0,0	7,1
LU	4,7	29,6	34,0	27,7	0,4	3,6
NL	7,4	28,0	24,5	34,0	0,7	5,4
AT	4,0	29,6	26,6	33,1	0,1	6,5
PT	5,4	35,1	20,4	28,2	0,2	10,7
FI	9,2	26,7	34,2	23,0	0,5	6,4
SE	7,6	29,2	32,4	25,7	0,2	5,0
UK	2,6	34,4	38,5	19,8	0,6	4,1

Tableau 3: Principales composantes des recettes pour 2003 en pourcentage des recettes totales

Déficit et épargne nette des administrations publiques



Graphique 4: Déficit et épargne nette des administrations publiques (en % du PIB)

Comme indiqué à la première page, la différence entre les dépenses et les recettes des administrations publiques se traduit par un excédent ou un déficit, qui, dans la méthodologie du SEC 95, est appelé "capacité/besoin de financement des administrations publiques" (catégorie B.9 du SEC 95). Le graphique 4 montre que les besoins de financement de l'UE et de la zone euro ont augmenté en 2003 pour atteindre respectivement 2,6 % et 2,8 % du PIB.

Le graphique 4 fait également apparaître le concept d' "épargne nette" (catégorie B.8n du SEC 95). Celle-ci est définie comme le solde (positif ou négatif) des opérations courantes qui fait le lien avec les comptes d'accumulation. Dans la séquence des comptes du SEC 95, il s'agit du solde des opérations courantes avant prise en compte des opérations en capital (transferts en capital et acquisitions nettes d'actifs non financiers). En 2003, l'épargne nette négative (ou "désépargne") s'est accrue dans l'UE-15 et dans la zone euro pour s'établir à 1,5 % du PIB. Un solde d'épargne nette négatif oblige les administrations publiques à emprunter et/ou à vendre des actifs.

Le tableau 4 présente, pour chaque État membre ayant transmis des données, l'épargne nette et le solde capacité/besoin de financement. Ce dernier est non seulement un solde comptable clé du système des comptes nationaux, mais aussi un important indicateur des finances publiques. Il est, par exemple, utilisé comme définition du déficit ou de l'excédent public pour les besoins des déclarations des États membres de l'UE dans le cadre de la procédure de déficit excessif (PDE)⁶.

L'épargne nette livre également des informations utiles. En 2003, la situation financière des administrations publiques de la République tchèque est beaucoup plus proche de l'équilibre s'il n'est pas tenu compte des opérations en capital (-3,7 % au lieu de -13,6 % du PIB). Il en va de même pour Chypre, alors que la situation financière de la Grèce et du Luxembourg apparaît positive. La Belgique et, dans une moindre mesure, le Danemark et le Portugal, sont les trois seuls pays pour lesquels la situation financière des administrations publiques est plus saine lorsqu'elle est mesurée par le solde capacité/besoin de financement que lorsqu'elle l'est par l'épargne nette.

⁶Les chiffres présentés ici peuvent différer de ceux transmis dans le cadre de la PDE, en raison de différences dans les dates de transmission (les données PDE sont communiquées à t+2 mois et t+8 mois). En outre, le traitement comptable des swaps et des contrats de garantie de taux est différent dans le cadre de la PDE.

	Millions d'euros, 2003		% du PIB, 2003		% du PIB, 2002	
	Épargne nette	Capacité (+) / besoin (-) de financement	Épargne nette	Capacité (+) / besoin (-) de financement	Épargne nette	Capacité (+) / besoin (-) de financement
UE15	-137.043,4	-245.232,8	-1,5	-2,6	-0,7	-2,0
Zone euro	-111.108,5	-199.007,5	-1,5	-2,8	-0,8	-2,3
BE	-2.328,5	834,4	-0,9	0,3	0,5	0,1
CZ	-2.769,7	-10.300,5	-3,7	-13,6	-3,0	-6,7
DK	1.551,1	2.391,2	0,8	1,3	1,0	1,6
DE	-58.360,0	-82.100,0	-2,7	-3,9	-2,3	-3,5
EE	431,9	194,2	5,4	2,4	5,6	1,6
EL	1.388,0	-4.961,0	0,9	-3,3	2,2	-1,5
ES	20.301,0	2.480,0	2,7	0,3	2,6	-0,1
FR	-45.879,0	-64.575,0	-2,9	-4,1	-1,9	-3,3
IE	3.837,3	315,4	2,9	0,2	2,9	-0,1
IT	-21.121,0	-32.474,0	-1,6	-2,5	-0,7	-2,4
CY	-298,8	-713,3	-2,6	-6,3	-1,5	-4,6
LV	-32,6	-164,8	-0,3	-1,7	-0,6	-2,5
LT	19,9	-269,5	0,1	-1,7	-0,1	-1,5
LU	945,6	-32,9	4,0	-0,1	6,2	2,7
NL	-10.733,0	-14.574,0	-2,4	-3,2	-0,8	-1,6
AT	1.060,9	-3.190,7	0,5	-1,4	1,5	-0,4
PT	-4.064,9	-3.764,7	-3,1	-2,9	-2,2	-2,7
FI	3.845,0	3.035,0	2,7	2,1	4,6	4,3
SE	3.137,3	1.290,4	1,2	0,5	0,5	-0,3
UK	-30.623,3	-49.906,8	-1,9	-3,1	-0,8	-1,5

Tableau 4: Excédent (+)/déficit (-) et épargne nette des administrations publiques par pays

Pour en savoir plus:

➤ Les bases de données

NewCronos, Thème 2, Domaine: gov

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA – Roma
DANMARKS STATISTIK Bibliotek og Information Eurostat Data Shop Sejrogade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: bib@dst.dk URL: http://www.dst.dk/bibliotek	Statistisches Bundesamt Eurostat Data Shop Berlin Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-10178 Berlin Tel. (49) 1888-644 94 27/28 (49) 611 75 94 27 Fax (49) 1888-644 94 30 E-Mail: datashop@destatis.de URL: http://www.eu-datashop.de/	INE Eurostat Data Shop Paseo de la Castellana, 183 Despacho 011B Entrada por Estébanez Caldeón E-28046 MADRID Tel. (34) 915 839 167/ 915 839 500 Fax (34) 915 830 357 E-mail: datashop.eurostat@ine.es URL: http://www.ine.es/produser/datashop/index.html <i>Member of the MIDAS Net</i>	INSEE Info Service Eurostat Data Shop 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tél. (33) 1 53 17 88 44 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: datashop@insee.fr <i>Member of the MIDAS Net</i>	ISTAT Centro di informazione statistica Sede di Roma Eurostat Data Shop Via Cesare Balbo, 11a I-00184 Roma Tel. (39) 06 46 73 32 28 Fax (39) 06 46 73 31 01/ 07 E-mail: datashop@istat.it URL: http://www.istat.it/Prodotti-e/Allegati/Eurostatdatashop.html <i>Member of the MIDAS Net</i>
ITALIA – Milano	NEDERLAND	PORTUGAL	SUOMI/FINLAND	SVERIGE
ISTAT Ufficio Regionale per la Lombardia Eurostat Data Shop Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 460 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: mileuro@tin.it URL: http://www.istat.it/Prodotti-e/Allegati/Eurostatdatashop.html <i>Member of the MIDAS Net</i>	Centraal Bureau voor de Statistiek Eurostat Data Shop - Voorburg Postbus 4000 NL-2270 JM VOORBURG Nederland Tel. (31) 70 337 49 00 Fax (31) 70 337 59 84 E-mail: datashop@cbs.nl URL: www.cbs.nl/eurodatashop	Eurostat Data Shop Lisboa INE/Serviço de Difusão Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: data.shop@ine.pt	Statistics Finland Eurostat Data Shop Helsinki Tilastokirjasto PL 2B FIN-00022 Tilastokeskus Työpajakatu 13 B, 2.Kerros, Helsinki P. (358) 9 17 34 22 21 F. (358) 9 17 34 22 79 Sähköposti: datashop@stat.fi URL: http://tilastokeskus.fi/tup/datashop/index.html	Statistics Sweden Information service Eurostat Data Shop Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn (46) 8 50 69 48 01 Fax (46) 8 50 69 48 99 E-post: infoservice@scb.se URL: http://www.scb.se/templates/Standard_22884.asp
UNITED KINGDOM	NORGE	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA	UNITED STATES OF AMERICA	
Eurostat Data Shop Office for National Statistics Room 1.015 Cardiff Road Newport South Wales NP10 8XG United Kingdom Tel. (44) 1633 81 33 69 Fax (44) 1633 81 33 33 E-mail: eurostat.datashop@ons.gov.uk	Statistics Norway Library and Information Centre Eurostat Data Shop Kongens gate 6 Boks 8131 Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42 / 43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: Datashop@ssb.no URL: http://www.ssb.no/biblioteket/datashop/	Statistisches Amt des Kantons Zürich Eurostat Data Shop Bleichenweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41) 1 225 12 12 Fax (41) 1 225 12 99 E-mail: datashop@statistik.zh.ch URL: http://www.statistik.zh.ch	Harver Analytics Eurostat Data Shop 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 USA Tel. (1) 212 986 93 00 Fax (1) 212 986 69 81 E-mail: eurodata@haver.com URL: http://www.haver.com/	

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):

Bâtiment Bech Bureau A4/017 • L-2920 Luxembourg • Tél. (352) 4301 33408 • Fax (352) 4301 35349 • e-mail: eurostat-mediasupport@cec.eu.int

Pour toute information méthodologique:

Paula Borges, Eurostat / C3, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 32932, Fax (352) 4301 32929,

E-mail: Paula.Borges@cec.eu.int

Cette publication a été réalisée en collaboration avec Sheldon Warton-Woods (texte) et Olafur Johannsson (mise en page)

ORIGINAL: Anglais

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: www.europa.eu.int/comm/eurostat/ si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2 rue Mercier – L-2985 Luxembourg
Tél. (352) 2929 42118 Fax (352) 2929 42709
URL: <http://publications.eu.int>
E-mail: info-info-opoce@cec.eu.int

BELGIQUE/BELGIË – DANMARK – DEUTSCHLAND – GREECE/ELLADA – ESPAÑA – FRANCE – IRELAND – ITALIA – LUXEMBOURG – NEDERLAND – ÖSTERREICH
PORTUGAL – SUOMI/FINLAND – SVERIGE – UNITED KINGDOM – ISLAND – NORGE – SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA – BALGARIJA – ČESKÁ REPUBLIKA – CYPRUS
EESTI – HRVATSKA – MAGYARORSZÁG – MALTA – POLSKA – ROMÂNIA – RUSSIA – SLOVAKIA – SLOVENIA – TÜRKIYE – AUSTRALIA – CANADA – EGYPT – INDIA
ISRAËL – JAPAN – MALAYSIA – PHILIPPINES – SOUTH KOREA – THAILAND – UNITED STATES OF AMERICA